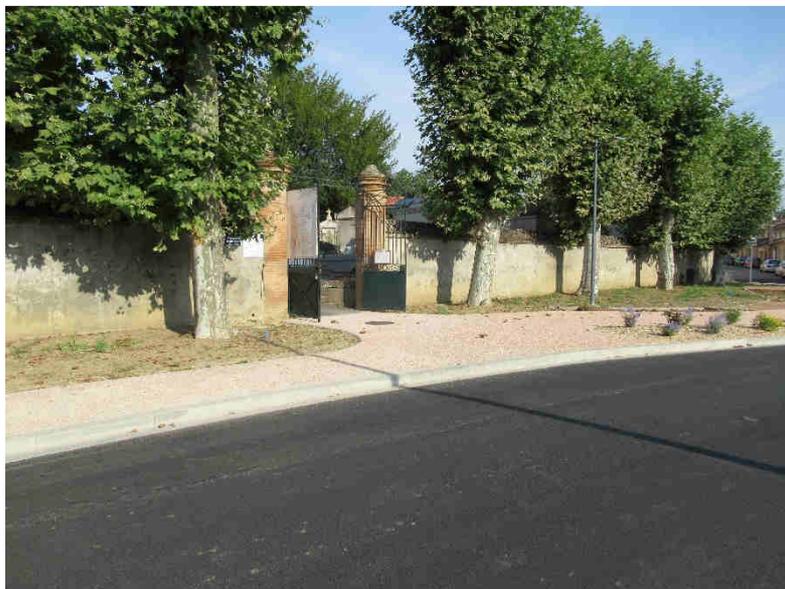




REGISTRE D'ACCESSIBILITÉ CIMETIÈRE



INSTALLATION OUVERTE AU PUBLIC

**RENSEIGNEMENTS
SUR L'ÉTABLISSEMENT
RECEVANT DU PUBLIC**

Raison sociale : Commune de l'Isle Jourdain – Place de l'Hôtel de Ville – 32600 L'ISLE JOURDAIN

Téléphone : 05 62 07 32 50

Fax : 05 62 07 30 18

Nom de l'établissement : **Cimetière**

Adresse : Place Joseph Magnas – Rue de la Madeleine

Code postal : 32600

Ville : L'ISLE JOURDAIN

Nom du représentant de la personne morale : Le Maire

Siret : 21320160100019

Année de construction :

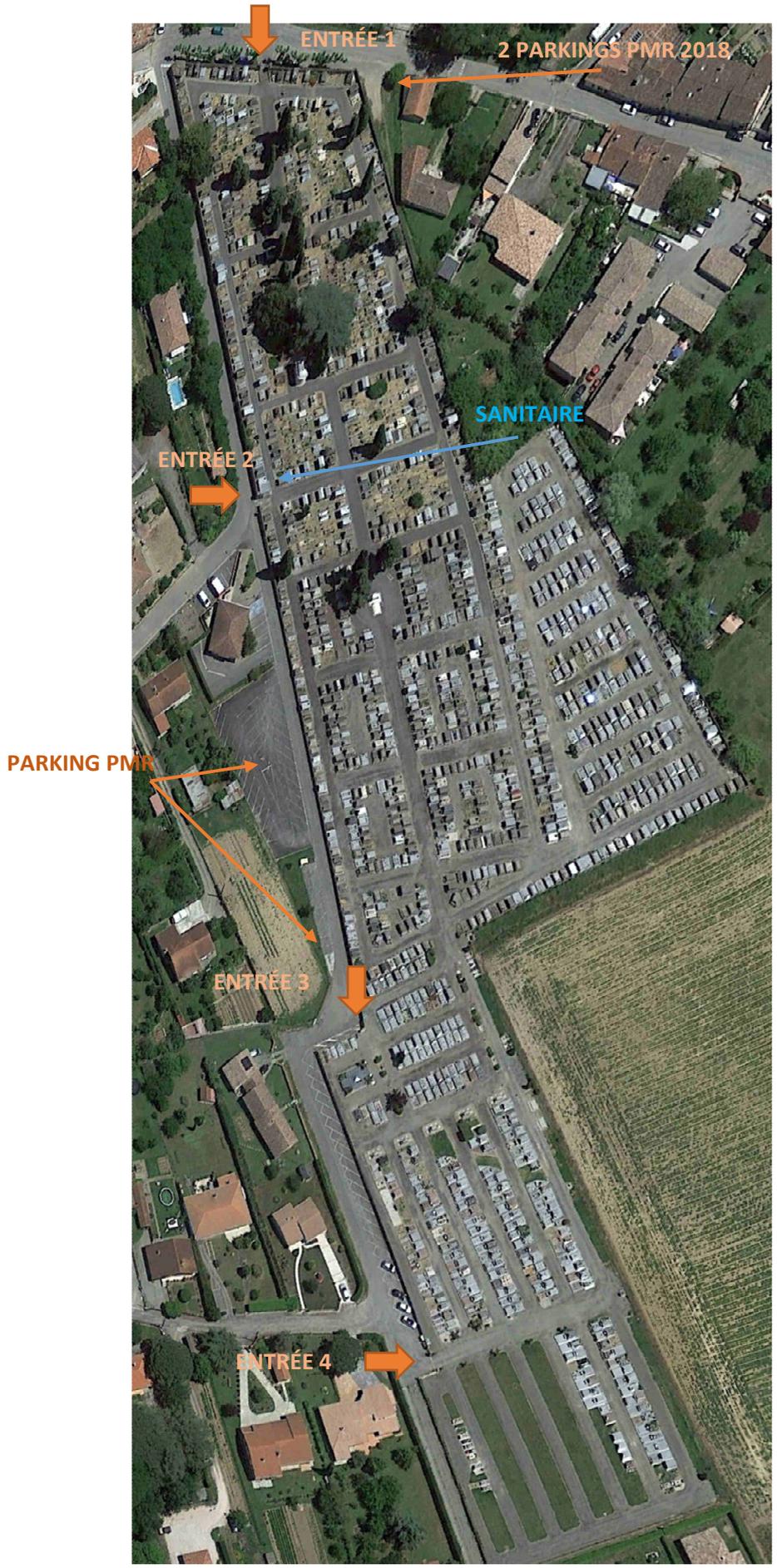
Un document tenant lieu d'Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'Ap) a été établi : OUI NON

Si oui à quelle date :

MODALITÉS D'ACCÈS AUX PRESTATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT

➤ **PLAN**

Plan de Masse



PHOTOS



Entrée 1 – cheminement et parkings PMR

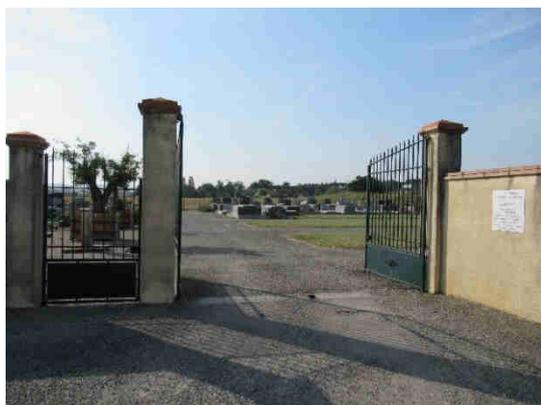


Entrée 2 – cheminement et parking PMR



Entrée 3 – cheminement et parking PMR





Entrée 4 – cheminement et parking PMR



Les allées



Toilette PMR



**ATTESTATION
D'ACCESSIBILITÉ SUR
L'HONNEUR**

**Attestation d'accessibilité
d'un IOP conforme au 31 décembre 2014
exemptant d'Agenda d'Accessibilité Programmée**



Je soussigné, *M. Francis IDRAC, Maire de l'Isle Jourdain, SIRET 21320160100019, Place de l'Hôtel de Ville, 32600 L'ISLE JOURDAIN, Représentant la commune propriétaire du CIMETIERE, installation ouverte au public, situé Rue de Rozès, Rue de la Madeleine et Chemin Noël Bonnans, 32600 l'ISLE JOURDAIN, Section cadastrale BK, parcelles N° 171, 570 de contenances respectives 1 9 044 m² et 9 327 m².*

Atteste sur l'honneur que l'installation susmentionnée répond à ce jour aux règles d'accessibilité en vigueur au 31 décembre 2014 suite à des travaux d'aménagement de voirie de 2008 à 2012.

Cette conformité à la réglementation accessibilité prend en compte (cocher le cas échéant) :

- Le recours à une ou plusieurs dérogations, obtenue(s) en application de l'article R.111-19-10 du code de la construction et de l'habitation (cf. arrêté préfectoral accordant la ou les dérogations ci-joint) et, en cas de dérogation accordée à un établissement recevant du public remplissant une mission de service public, la mise en place de mesures de substitution permettant d'assurer la continuité du service public ;
- L'accessibilité d'une partie de l'établissement de 5^{ème} catégorie dans laquelle l'ensemble des prestations peut être délivré et, le cas échéant, la délivrance de certaines de ces prestations par des mesures de substitution.

J'ai pris connaissance des sanctions pénales encourues par l'auteur d'une fausse attestation, en application des articles 441-1 et 441-7 du code pénal.



Le Maire
Francis IDRAC
Signature

Article 441-1 du code pénal

Constitue un faux toute altération frauduleuse de la vérité, de nature à causer un préjudice et accomplie par quelque moyen que ce soit, dans un écrit ou tout autre support d'expressions de la pensée qui a pour effet ou qui peut avoir pour effet d'établir la preuve d'un droit ou d'un fait ayant des conséquences juridiques.

Le faux et l'usage de faux sont punis de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende.

Article 441-7 du code pénal

Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende le fait :

1° D'établir une attestation ou un certificat faussé (par le fait matériellement inexact) ;

2° De falsifier une attestation ou un certificat originellement exact ;

3° De faire usage d'une attestation ou d'un certificat mensonge ou falsifié.

Les peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 euros d'amende lorsque l'infraction est commise en vue de porter préjudice au Titulaire public ou au titulaire d'autres.